

CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT EN TUNISIE

Habib Essid fortement critiqué,
mais sort par la grande porte

Depuis samedi soir à 22h, Habib Essid n'est plus chef du gouvernement tunisien, après avoir passé 19 mois à la tête du gouvernement. Il a été désavoué par le Parlement qui ne lui a pas renouvelé sa confiance.

De Tunis,
Kattou Mohamed

Tout a commencé le 2 juin dernier quand le président de la République, Béji Caid Essebsi, a lancé sa «bombe» qui constituait un appel à la formation d'un gouvernement d'union nationale où siègeraient les centrales syndicales patronale et ouvrière. Etant dans l'incapacité constitutionnelle de démettre le chef du gouvernement de ses fonctions, le président de la République est allé de l'avant en multipliant les réunions avec la majorité des composantes politiques tunisiennes pour préciser les contours de l'action du futur gouvernement.

Le marathon de ces réunions a été couronné par la signature du «document de Carthage» par neuf partis politiques et trois organisations nationales.

Ce document constitue, en fait, la ligne directrice de l'action du futur gouvernement qui doit travailler, en particulier, sur le renforcement de la lutte contre le terrorisme, l'emploi qui a atteint des proportions inquiétantes, la lutte contre la corruption qui fait ravage dans le pays, la mauvaise gouvernance et le déséquilibre régional.

En arrivant au Parlement, samedi matin, Habib Essid se savait assis sur un siège éjectable. Au lieu de raccourcir les

délais, il a provoqué une séance marathon qui a fini par le destituer. Il aurait pu se contenter d'une brève déclaration et de présenter sa démission, connaissant à l'avance le verdict final, comme il l'a lui-même déclaré.

Devant les députés, Habib Essid a tenté, samedi, de défendre l'action de son gouvernement en présentant un exposé préliminaire sur les réalisations accomplies, en 19 mois, malgré une situation politique, économique et sociale délicate. En fait, le bilan est faible puisque les réalisations du gouvernement sortant sont au nombre de 20 sur les 72 promesses avancées il y a une année et demie, lors de l'installation de M. Habib Essid au palais de la Casbah.

Voilà qui a encouragé les députés à multiplier leurs critiques souvent virulentes. En effet, le débat a mis à nu les tares dont souffre le pays et qui sont l'œuvre de parties corrompues qui ne peuvent vivre qu'en eau trouble et qui sont à l'origine de la cabale menée contre le chef du gouvernement. Dans ce contexte, les députés ont été unanimes à reconnaître l'intégrité morale de M. Habib Essid sans toutefois s'empêcher de multiplier leurs critiques à l'adresse de son gouvernement, malgré les succès relatifs remportés dans la lutte contre le terrorisme.



Le Premier ministre tunisien Habib Essid.

Par moments, le débat a eu une tournure peu habituelle quand l'un des députés (syndicaliste) – défendant les citoyens de la région de Gafsa (sud ouest) – a proféré des menaces contre tout gouvernement qui ne respecterait pas les droits des citoyens de cette région à une vie digne. Les critiques n'ont pas ménagé le quartet qui compose le gouvernement, à savoir les partis de Nida Tounès, de l'UPL, de Afek Tounès et d'Ennahdha, considérés comme les principaux responsables de «l'échec» du gouvernement. Même le président de la République n'a pas échappé aux critiques de certains députés de la gauche. Ils l'ont accusé d'avoir conçu cette «pièce théâtrale» pour remplacer Habib Essid par un nouveau chef de gouvernement, docile et facilement maîtri-

sable. Il est accusé, aussi, d'avoir lancé l'idée d'un «gouvernement d'union nationale» dans le but de sauver le parti (Nida Tounès) qu'il avait créé lui-même pour accéder à la magistrature suprême. Finalement, le chef du gouvernement (qui a affirmé qu'il n'a jamais été déserteur) a préféré le recours au Parlement pour lui renouveler sa confiance ou le désavouer, conformément au deuxième paragraphe de l'article 98 de la Constitution. Celui-ci stipule que seul le Parlement a le droit de destituer le chef du gouvernement et le contraindre à la démission.

A la décharge de Habib Essid, l'acharnement de certains partis politiques et la «trahison» de certains de ses ministres qui n'ont pas manqué de comploter contre lui pour accaparer sa place au

palais de la Casbah. Aujourd'hui que Habib Essid n'a plus en charge que la gestion des affaires courantes en attendant la désignation d'un successeur, le pays n'est pas sorti de l'auberge. Il croule sous divers problèmes le maintenant dans une léthargie quasi-totale.

En outre, est-on sûr que le futur gouvernement sera capable de faire face à la «maffia» qui serait responsable de la situation critique du pays ? D'autant plus que certains ministres qui partagent l'échec avec Habib Essid pourraient être repêchés pour faire partie de la future formation appelée à diriger le pays.

A noter que c'est une première dans l'histoire de la Tunisie qu'un gouvernement se présente de lui-même au Parlement pour l'appeler à décider de son sort. En agissant ainsi, Habib Essid aura sauvé sa face pour s'assurer une sortie honorable, par la grande porte, à la grande déception de ses détracteurs. En même temps, il aura montré aux Tunisiens et au monde extérieur que la Tunisie peut être une vraie démocratie.

Maintenant, place au deuxième acte de la proposition du président de la République, à savoir la désignation d'un nouveau chef de gouvernement, la constitution d'une nouvelle équipe gouvernementale et le vote de confiance du Parlement. Ces opérations pourraient prendre une période plus ou moins longue, période qui sera, sans doute, lourde à supporter par la population.

K. M.

MÉDITERRANÉE

6 000 migrants secourus
en mer depuis jeudi

La marine italienne a annoncé hier, avoir récupéré deux migrants noyés lors de nouvelles opérations qui ont porté à plus de 6.000 le nombre de migrants secourus depuis jeudi au large de la Méditerranée. Dans le même temps, la presse de Sardaigne a rapporté que depuis samedi après-midi, une quarantaine de migrants algériens étaient arrivés à bord de trois embarcations sur les côtes de l'île.

Au large de la Libye, le navire Vega de la marine italienne s'est porté au secours d'un canot pneumatique en difficulté : «Cinq migrants ont été récupérés en mer, trois ont pu être réanimés et sauvés, deux étaient déjà décédés», a annoncé la marine sur son compte Twitter.

Il n'a pas été possible d'obtenir plus de précisions dans l'immédiat sur cette opération en cours.

Au total, les navires de secours patrouillant au large de la Libye sont intervenus hier matin sur quatre canots pneumatiques et un bateau de pêche surchargés de migrants, et d'autres opérations étaient encore en cours à la mi-journée, selon les gardes-côtes italiens. Ils n'ont pas encore fourni de bilan sur le nombre de personnes secourues, mais l'organisation humanitaire maltaise Moas a annoncé que son navire Responder avait secouru plus de 700 personnes, ce qui avec les bilans fournis par les gardes-côtes ces derniers jours porte le nombre de migrants secourus à plus de 6 000 depuis jeudi.

Les départs de migrants de la Libye se font souvent par vagues de plusieurs milliers, en fonction des conditions météorologiques.

Selon le dernier bilan du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) établi avant ces opérations de secours, plus de 89 000 migrants, pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne, sont arrivés sur les côtes italiennes depuis le début de l'année, un total comparable aux 93 000 enregistrés entre janvier et juillet 2015.

La traversée a en revanche coûté la vie à plus de 3 000 migrants, principalement en Méditerranée centrale, plus de 50% de plus que l'année dernière pendant la même période, selon l'Organisation inter-

SOMALIE

Six morts dans un attentat à Mogadiscio

Au moins six personnes ont été tuées hier dans la capitale somalienne Mogadiscio dans un double attentat à la voiture piégée, le second cette semaine, qui a également coûté la vie à sept assaillants.

Ce double attentat a visé dans la matinée le quartier général du département des enquêtes criminelles de la police somalienne.

«Les sept hommes armés ont été tués. Certains ont été tués par les forces de sécurité et d'autres se sont fait exploser», a déclaré le ministre somalien de la Sécurité, Abdirasak Omar Mohamed, lors d'une conférence de presse. «Cinq civils qui se trouvaient dans la rue sont morts ainsi qu'un policier. Le bilan total est donc de treize morts», a-t-il ajouté. L'attaque de dimanche n'a pas été revendiquée, mais les insurgés islamistes shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont l'habitude de mener ce genre d'opérations dans la capitale somalienne. C'est la seconde attaque d'envergure cette semaine à Mogadiscio. Mardi, au moins treize personnes avaient été tuées près de l'aéroport dans un double attentat-suicide à la voiture piégée, revendiqué par les shebab. Dimanche, «les éléments terroristes ont lancé deux voitures remplies d'explosifs sur le quartier général du CID (Criminal Investigations Department), et il y a des victimes», avait auparavant indiqué à l'AFP un responsable sécuritaire, Ibrahim Mohamed.

Le département des enquêtes criminelles est situé près du carrefour KM4, un lieu très fréquenté du centre de Mogadiscio. Des personnes soupçonnées d'être membres des shebab sont régulièrement détenues au sein du CID.

«L'une des voitures a heurté un coin de l'immeuble et l'autre a fini près de la porte d'entrée. Il y avait de la fumée, de la poussière, c'était le bazar, mais je ne connais pas les détails», a confié un témoin, Abukar Osman.

Les shebab utilisent régulièrement pour leurs attaques des véhicules piégés, dont l'explosion précède souvent l'entrée en action d'un commando lourdement armé pour faire le plus de victimes possible. Les terroristes ont eu recours au même mode opératoire contre certains hôtels les plus renommés de Mogadiscio ces derniers mois.

La dernière attaque en date, le 25 juin, contre l'hôtel Naasa Hablood, également situé près du carrefour KM4, avait coûté la vie à au moins onze personnes.

Elle faisait suite trois semaines plus tôt à celle de l'hôtel Ambassador, dans le même quartier, qui avait fait dix morts, après un face-à-face de plus de douze heures entre les assaillants et les forces de sécurité.

Si un calme relatif était revenu à Mogadiscio en 2015, malgré des attaques sporadiques, les attentats ont repris de plus belle en 2016, les shebab profitant de la fragilité du gouvernement central somalien.

Confrontés à la puissance de feu supérieure de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom), déployée en 2007 pour soutenir les autorités somaliennes et forte de 22 000 hommes, les shebab ont été chassés de Mogadiscio en août 2011.

Ils ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions, mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, souvent jusque dans la capitale.

Cette nouvelle attaque intervient à l'approche de la date normalement prévue pour le «processus électoral» devant conduire à l'élection de nouveaux députés et sénateurs, et d'un nouveau président.

Les différents acteurs se sont publiquement engagés à respecter la date limite du mois d'août, prévue par la Constitution de 2012 et privilégiée par la communauté internationale. Mais des querelles politiques pourraient compromettre cette échéance.